



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 1^{er} au 7 juillet 2022

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Désormais répercutée par les Etats, la baisse de l'imposition indirecte (ICMS) entraîne une légère révision à la baisse de l'inflation.
- Le Sénat vote une augmentation temporaire des dépenses sociales, défendue par le gouvernement dans un contexte électoral.
- Une étude de la FGV confirme la nette augmentation de la pauvreté en 2021.
- Evolution des marchés du 1^{er} au 7 juillet 2022.
- Graphique de la semaine : évolution de la proportion de la population en-dessous des seuils de pauvreté.

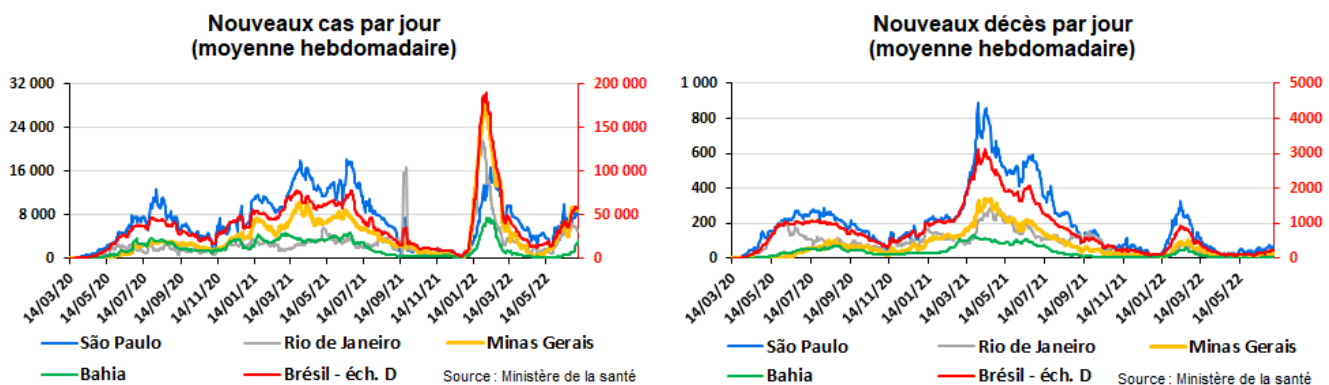
LE CHIFFRE À RETENIR

+70,6%

C'est la hausse du prix du kérosène vendu par Petrobras depuis le début d'année, après la nouvelle augmentation de +3,9% survenue le 1^{er} juillet.

La hausse des prix des billets d'avion est tirée par les variations de ce carburant, qui représente plus du tiers des coûts des compagnies aériennes.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon les données du ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 58 826 nouveaux cas de Covid-19 et 215 décès par jour (contre 53 492 et 191 la semaine précédente). Au 6 juillet, le Brésil compte au total 32,7 M cas de contaminations et 672 829 décès depuis le début de la pandémie.

Désormais répercutée par les Etats, la baisse de l'imposition indirecte (ICMS) entraîne une légère révision à la baisse de l'inflation.

La Loi complémentaire 194, relative au plafonnement de la taxe ICMS, notamment pour le carburant, a été adoptée. Précédemment dénommé PLP 18 lorsqu'il était au stade de projet de loi, ce texte avait été voté fin mai par la Chambre des députés. Après le vote favorable du Sénat, le Président Bolsonaro l'a approuvé fin juin.

L'ICMS (*Imposto sobre Circulação de Mercadorias e Serviços*) est une taxe sur les transactions de biens et de services, qu'elles soient faites au niveau local, inter-États ou à l'international (seulement les importations, les exportations étant exemptées). Cet impôt indirect est prélevé sur plusieurs types de produits, tels que les carburants, les télécommunications, le transport interurbain et interétatique, la prestation de services, etc. La collecte de l'ICMS est à la discrétion des États brésiliens : chaque État peut définir le taux d'imposition qui sera appliqué sur son territoire.

La Loi complémentaire 194 définit comme « produits essentiels » : les carburants, l'électricité, les communications et les transports publics. A ce titre, ils bénéficient désormais d'un plafonnement de leur taux ICMS à 17% ou 18% (en fonction du produit), alors qu'il se situait auparavant selon les Etats entre 20% et 34%.

La mise en œuvre de cette loi peut potentiellement réduire l'inflation, principalement en réduisant le prix des carburants. Par rapport aux prix à la pompe de mi-juin, le gouvernement estime l'impact de cette réduction à 1,55 BRL (0,28 EUR, soit -21%) sur le litre d'essence et à 0,31 BRL (0,05 EUR, soit -6,3%) sur le litre d'éthanol, Cette baisse, à laquelle tenait le gouvernement dans un contexte pré-électoral, sera visible par le consommateur grâce à un décret présidentiel publié ce 7 juillet. Celui-ci demande aux stations-service d'informer les consommateurs des prix des carburants avant et après l'application de cette loi.

Selon les analystes des banques privées, la croissance de l'indice des prix à la consommation en 2022 devrait être ralentie par cette mesure d'entre 1 et 1,5 p.p. La médiane des prévisions estime l'inflation de cette année désormais autour de 8% (contre 9% auparavant). Tout comme les réductions de droits de douane sur les produits importés¹, l'ampleur de l'effet désinflationniste dépendra toutefois de la répercussion sur le consommateur de cette baisse d'impôt. Pour 2023, les perspectives de croissance des prix restent cependant inchangées, autour de 5,5%.

La réduction de l'ICMS aura pour les finances publiques un coût annuel élevé. Les produits dont leur taux ICMS est désormais plafonné représentent près d'un tiers de la collecte de cet impôt. Les estimations du résultat primaire consolidé pour 2022, qui tablaient jusque-là sur un excédent de 40 Mds BRL, indiquent maintenant un solde proche de zéro.

Alors que la perte de recettes de 17 Mds BRL (3 Mds EUR) en raison de l'exemption temporaire des impôts fédéraux sur l'essence et l'éthanol (PIS et Cofins) avait été assumée par l'Union, le cas de figure est ici différent. L'impôt de l'ICMS étant une source de recettes pour les Etats (et dans une moindre mesure pour les municipalités), ce seront eux qui devront assumer le coût du renoncement à une partie de cette collecte, estimé à près de 80 Mds BRL (14,5 Mds EUR, soit 0,9% du PIB).

Au vu du mécontentement des Etats, il existait des craintes sur la mise en application de cette mesure car un recours juridique questionnant sa constitutionnalité aurait a minima retardé la prise d'effet de la mesure et relativisé son impact sur l'inflation de 2022. Bien que 11 États aient décidé de saisir la Cour suprême fédérale (STF), tous les Etats, à l'exception de l'Acre, ont annoncé la mise en œuvre de ce plafonnement.

Pour répondre à l'inquiétude des Etats², il était prévu que leurs pertes de recettes soient limitées à 5% par rapport à 2021, la différence devant être compensée par le gouvernement fédéral. Le Président Bolsonaro, a cependant mis son veto à ce mécanisme de compensation, arguant d'une amélioration de la situation fiscale des Etats. Les

¹ Cf [Brèves du 20 au 26 mai 2022](#)

² La collecte de l'ICMS constitue pour les États le poste de recettes fiscales le plus important (plus de 75%), hors transferts de l'Union.

parlementaires pourraient toutefois annuler ce veto par un vote dans les prochains jours.

Le Sénat vote une augmentation temporaire des dépenses sociales, défendue par le gouvernement dans un contexte électoral.

Le Sénat a voté le jeudi 30 juin la proposition d'amendement constitutionnel PEC 22/1, dite PEC dos Benefícios et soutenue par le gouvernement. Cette mesure instaure une situation d'urgence jusqu'à la fin d'année, en la justifiant par « la hausse extraordinaire et imprévisible des prix du pétrole, des carburants et de leurs dérivés et des impacts sociaux qui en découlent ». Cela permet de contourner la loi plafonnant l'augmentation des dépenses (*teto dos gastos*) dans une année électorale. Le texte sera a priori voté par la Chambre des députés en ce jeudi 7 juillet.

A près de 3 mois des élections, différentes prestations sociales pourraient ainsi être octroyées de façon temporaire :

- **Auxílio Brasil** (coût estimé de 26 Mds BRL, soit 0,3% du PIB): cette subvention sociale passera de **400 BRL** (69 EUR) à **600 BRL** (109 EUR) par mois et ménage. Par ailleurs, 1,6 M de nouvelles familles, actuellement sur liste d'attente, devraient accéder au programme dès août.

- **Alimenta Brasil** (500 M BRL): l'Union allouera ces fonds à ce programme, qui consiste notamment en l'achat de denrées alimentaires produites par des agriculteurs familiaux et leur distribution aux familles souffrant d'insécurité alimentaire.

- **Transports** (9,6 Mds BRL): des fonds seront transférés aux Etats de la part de l'Union pour **compenser la gratuité des transports publics pour les personnes âgées** (2,5 Mds BRL). Les **camionneurs bénéficieront d'une allocation de 1 000 BRL** (180 EUR) (5,4 Mds BRL). Les chauffeurs de taxi toucheront également une aide (2 Mds BRL).

- **Energie** (4,9 Mds BRL): l'**allocation gaz (Auxílio-Gás) perçue par ménage les plus modestes** tous les deux mois **passera de 50 BRL** (9 EUR) à **120 BRL** (22 EUR) (1,1 Md BRL). L'**éthanol sera subventionné** par le biais de crédits d'impôt

pour maintenir sa compétitivité par rapport à l'essence (3,8 Mds BRL).

Le coût total de ces mesures est estimé à 41,2 Mds BRL (7,5 Mds EUR, soit 0,5% du PIB). C'est plus que les 29,6 Mds BRL qui avaient été évoqués dans un premier temps, lorsque l'objet de cette révision constitutionnelle était de compenser les États qui baisseraient à 0% le taux de l'ICMS sur le diesel et le gaz de cuisine. Cette mesure ayant été retirée à cause de doutes sur son efficacité, la PEC 22/16, dite PEC dos Combustíveis, s'est transformée en une hausse des transferts sociaux et a pris le nom de PEC 22/1

Ces dépenses seront effectuées au moyen de crédits extraordinaires, en dehors du plafond de dépenses, un dispositif constitutionnel qui limite la progression annuelle en termes réelles des dépenses publiques. Surnommé *PEC Kamikaze*, cet amendement à la constitution est **dénoncé par ses opposants pour son caractère électoraliste**, mettant en avant qu'il représenterait une « **bombe fiscale** » mettant en danger la trajectoire budgétaire du pays.

Bien que **ces mesures puissent dynamiser l'activité du 2nd semestre**, les marchés s'inquiètent également des **répercussions de cette nouvelle remise en cause de la règle du plafond des dépenses**. La baisse de la crédibilité budgétaire du pays a été illustrée par la hausse du risque-pays, l'indicateur *EMBI+ Br* ayant augmenté de +14 points du 1^{er} au 7 juillet. **L'augmentation des primes de risque qui en résulte est facteur de renchérissement du crédit, et de dépréciation de la monnaie locale.** Tout comme les possibles augmentations d'impôt à moyen terme pour faire face à la dégradation de la situation budgétaire, cela **participe à la détérioration des anticipations d'inflation.**

Une étude de la FGV confirme la nette augmentation de la pauvreté en 2021.

Une étude intitulée *Nouvelle carte de la pauvreté (Mapa da Nova Pobreza)* vient d'être publiée par la Fondation Getulio Vargas (FGV). A partir des données de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE), elle analyse l'évolution du niveau de pauvreté ces dernières années.

En 2021, 62,9 M de Brésiliens (soit 29,6% de la population du pays) sont considérés comme pauvres car ils touchent un revenu total mensuel inférieur à 497 BRL (90 EUR), les plaçant en-dessous du seuil international de pauvreté de 5,50 USD par jour³. **Ce taux de pauvreté est le plus haut niveau enregistré depuis le début de la série historique, initiée en 2012** (cf. graphique 1)

En 2020, l'instauration des mesures d'aide exceptionnelles, qui visaient à permettre aux plus pauvres d'affronter les conséquences de la pandémie, **avaient permis une baisse du taux de pauvreté à 25,1%**. Les transferts sociaux moyens par habitant et par mois sont ainsi passés de 11,8 BRL (2 EUR) en février 2020 à 136,2 BRL (25 EUR) en juillet 2020, pour ensuite tomber à 13,9 BRL (2,5 EUR) en février 2021. **Cette baisse des aides sociales a provoqué en 2021 une remontée des indicateurs de pauvreté**, et ce malgré la reprise progressive du marché du travail.

Le taux de pauvreté a dépassé en 2021 le niveau pré-pandémie. Entre 2019 et 2021, près de 9,6 M de personnes sont passées sous le seuil de pauvreté au Brésil. Cette frange de la population

gagnant moins de 5,5 USD par jour a ainsi progressé en deux ans de 3,5 p.p par rapport aux 26,1% de 2019.

Cette évolution est également observable dans l'analyse des autres seuils de pauvreté selon les critères internationaux (cf. graphique 2). **En 2021, 33,6 M de Brésiliens, soit 15,8% de la population (contre 13,4% en 2019), touchaient un revenu mensuel inférieur à 289 BRL (53 EUR) soit 3,2 USD p.p.a par jour.** La même année, 19,5 M de Brésiliens, soit **9,2% de la population** (contre 7,7% en 2019) étaient **en situation d'extrême pauvreté** car ils touchaient un revenu mensuel inférieur à 172 BRL (31 EUR), soit **1,9 USD p.p.a par jour.**

L'étude révèle également les fortes différences régionales. En 2021, l'Etat ayant le taux de pauvreté le plus bas est Santa Catarina (10,2%). Celui où la proportion de pauvres est la plus élevée est le Maranhão (57,9%).

Evolution des marchés du 1^{er} au 7 juillet 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,7%	-3,9%	100 857
Risque-pays (EMBI+ Br)	+29pt	+43pt	369
Taux de change R\$/USD	+2,7%	-6,2%	5,33
Taux de change R\$/€	-0,5%	-15,3%	5,43

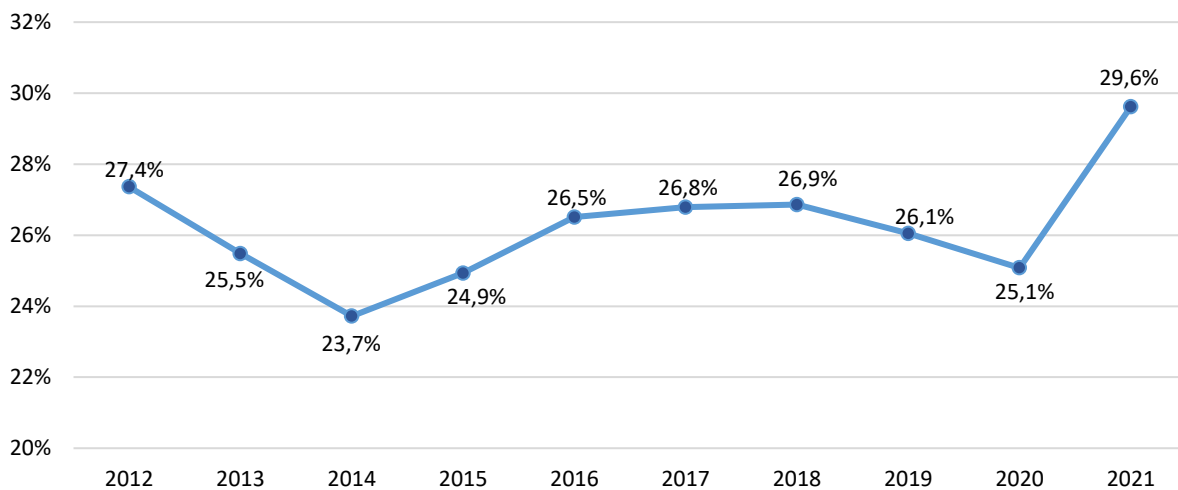
* Exceptionnellement données du mercredi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

³ Ce seuil de 497 BRL a été retenu car il correspond à l'application au Brésil du seuil international de 5,50 USD par jour, en parité de pouvoir d'achat (p.p.a) de 2011. Il est corrigé de l'indice de

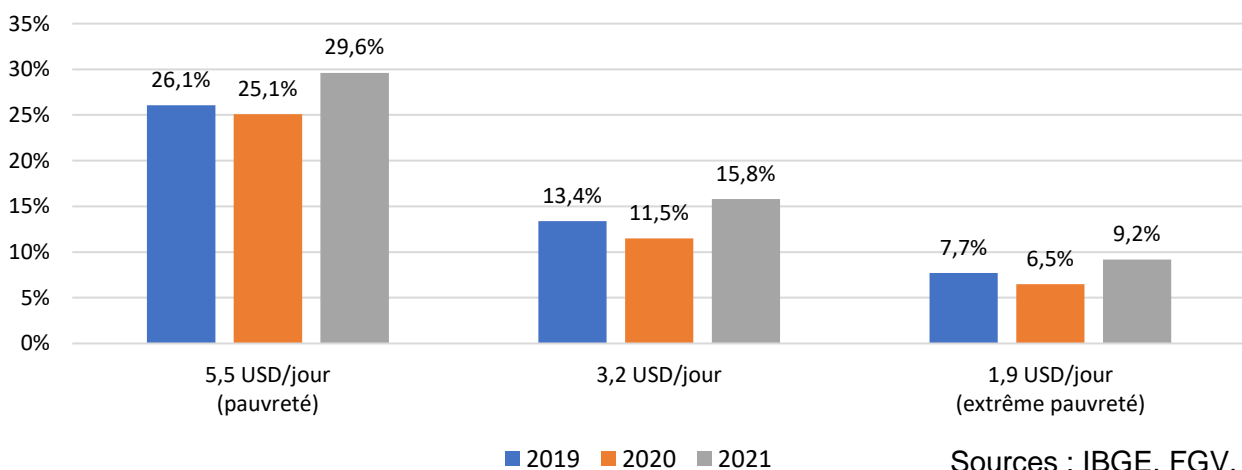
l'évolution des prix IPCA afin que les sommes correspondent aux prix du T3 2021.

Graphique de la semaine : évolution de la proportion de la population en-dessous des seuils de pauvreté.

Graphique 1. Pourcentage de la population en-dessous du seuil de pauvreté de 5,5 USD/jour



Graphique 2. Pourcentage de la population en-dessous des seuils de pauvreté en 2019, 2020 et 2021



Sources : IBGE, FGV, SER Brasilia

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasilia
 Rédacteurs : Vincent Le Régent, Julio Ramos-Tallada
 Pour s'abonner : vincent.leregent@dgtresor.gouv.fr
 Crédit photo : ©marchello74